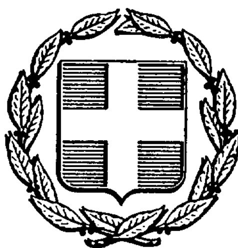


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 28 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1986	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 189

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1664

Κύρωση: 1) Διαδικαστικών διατάξεων της Διάσκεψης για την Ασφάλεια και τη Συνεργασία στην Ευρώπη (Δ.Α.Σ.Ε.), 2) Οικονομικών διακανονισμών που αφορούν τη συμμετοχή των Κρατών—Μελών της στις δαπάνες της Διάσκεψης και τακτοποίηση ζητημάτων σχετικά με τη συνάντηση εμπειρογνωμόνων για την ειρηνική επίλυση των διεθνών διαφορών που πραγματοποιήθηκε στην Αθήνα από 21.3—30.4.1984 στα πλαίσια της Δ.Α.Σ.Ε.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ νόμου: 1) οι διαδικαστικές διατάξεις της Διάσκεψης για την Ασφάλεια και τη Συνεργασία στην Ευρώπη, 2) οι οικονομικοί διακανονισμοί που αφορούν κυρίως στην αναλογία επιμερισμού της δαπάνης για τη συμμετοχή των Κρατών—Μελών στη Διάσκεψη, που, σύμφωνα με το άρθρο 4 του Κεφαλαίου «Συνέχεια της Διάσκεψης» της Τελικής Πράξης του Ελσίνκι της 1ης Αυγούστου 1975 για τη Διάσκεψη για την Ασφάλεια και τη Συνεργασία στην Ευρώπη, διέπουν τις συναντήσεις της τελευταίας, και των οποίων τα κείμενα σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχουν ως εξής:

RECOMMANDATIONS FINALES DES CONSULTATIONS DE HELSINKI

6. DISPOSITIONS DE PROCEDURE

(64) Les Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe conduisent leurs travaux selon les dispositions suivantes:

(65) 1. Tous les Etats qui participent à la Conférence y prennent part en tant qu'Etats souverains et indépendants et dans des conditions de pleine égalité. La Conférence se déroule en dehors des alliances militaires.

(66) 2. La représentation des Etats participant à chaque phase de la Conférence est déterminée selon les dispositions prévues au chapitre 1 des présentes Recommandations finales.

(67) 3. Les organes de travail de la Conférence sont le Comité de coordination, les Commissions et les Sous-commissions. Les organes de travail siègent pendant la deuxième phase de la Conférence. Toutefois, le Comité de coordination se réunira, au siège de la deuxième phase, avant le début de celle-ci, pour régler des questions d'organisation de cette phase.

(68) Les organes de travail de la Conférence peuvent, s'ils le désirent, instituer les groupes de travail qu'ils jugent utiles. Les organes de travail et les groupes de travail de la Conférence sont ouverts à tous les Etats participants.

(69) 4. Les décisions de la Conférence sont prises par voie de consensus. Le consensus se définit par l'absence de toute objection exprimée par un représentant et présentée par lui comme constituant un obstacle à l'adoption de la décision en question.

5. Présidence

(70) A. Les séances d'inauguration et de clôture de la première phase de la Conférence sont présidées par le Ministre des affaires étrangères du pays hôte. La Présidence des autres séances est assurée sur une base de rotation dans les conditions suivantes:

a) La Présidence est assurée à tour de rôle pour une séance par les Ministres des affaires étrangères des Etats participants dans un ordre établi, selon une liste résultant du tirage au sort pays par pays effectué avaint la fin des Consultations de Helsinki;

b) Lorsque la Conférence se réunit le matin et l'après-midi d'un même jour, ces réunions sont considérées comme deux séances distinctes;

c) Dans l'intervalle des séances de la Conférence, les fonctions de la Présidence sont exercées par le Ministre des affaires étrangères qui a présidé la dernière séance de la Conférence;

d) Si un Ministre des affaires étrangères est empêché d'assurer la Présidence, celle-ci est assurée par le Ministre des affaires étrangères du pays suivant dans l'ordre établi.

(71) B. La séance inaugurale des réunions des organes de travail de la Conférence est présidée par le représentant du pays hôte. La Présidence est, ensuite, exercée dans les conditions suivantes:

a) Le Président du Comité de coordination et les Présidents des Commissions sont désignés sur une base de rotation quotidienne, selon l'ordre alphabétique français, à partir d'une lettre tirée au sort.

b) Les Présidents des Sous-commissions et d'autres organes subsidiaires de la Conférence sont désignés sur la base de rotation, selon les modalités pratiques qui seront établies en temps opportun par les organes concernés.

(72) Lorsque la nécessité s'en fera sentir, un rapporteur sera désigné par consensus.

(73) C. Les dispositions prévues pour les réunions de la première phase sont appliquées *mutatis mutandis* aux réunions de la troisième phase de la Conférence. Elles sont éventuellement précisées par le Comité de coordination.

(74) 6. Le Secrétaire exécutif pour les questions techniques est, pour chaque phase de la Conférence, un ressortissant du payshôte correspondant. Il est désigné par le payshôte, sous réserve de l'accord des Etats participants.

(75) Lorsqu'il organise les services, le Secrétaire exécutif de chaque phase est chargé du recrutement de son personnel et il bénéficie de la collaboration des Secrétariats des autres phases.

(76) Les Secrétaires exécutifs travaillent sous l'autorité de la Conférence et rendent compte de leurs activités à l'organe approprié de chaque phase de la Conférence, en ce qui concerne notamment les questions financières.

(77) 7. Des comptes rendus sténographiques officiels sont établis lors des séances de la première et de la troisième phases de la Conférence.

(78) Les propositions sur les questions de fond sont remises par écrit au Président et diffusées à tous les participants ainsi que les amendements qui s'y rapportent. Les propositions adoptées sont enregistrées par le Secrétaire exécutif et diffusées aux participants.

(79) Les représentants des Etats participant à la Conférence peuvent demander que leurs réserves formelles ou leurs déclarations interprétatives concernant certaines décisions soient dûment enregistrées par le Secrétaire exécutif et diffusées aux Etats participants. Ces déclarations doivent être remises par écrit au Secrétaire exécutif.

(80) 8. Les séances d'ouverture et de clôture de la première phase de la Conférence sont publiques. Les autres séances de la première phase peuvent être publiques, si les Ministres en décident ainsi. Les réunions du Comité de coordination, ainsi que celles des Commissions et des Sous-commissions ne sont pas, de règle, publiques, sauf décision contraire des participants. Les dispositions pour la troisième phase sont semblables à celles prévues pour la première phase et sont éventuellement précisées par le Comité de coordination.

(81) 9. Les langues de travail de la Conférence et de ses organes de travail sont: l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le français, l'italien et le russe.

(82) Les interventions faites dans l'une des langues de travail sont traduites dans les autres langues de travail.

(83) 10. Tout représentant peut faire une déclaration dans une langue autre que les langues de travail. Dans ce cas, il doit assurer lui-même l'interprétation dans l'une des langues de travail.

(84) 11. Les comptes rendus et les décisions de la Conférence sont diffusés aux participants dans les langues de travail.

(85) Les participants décident par consensus s'il y a lieu de rendre publics, par les services appropriés de la Conférence, certains documents ou communiqués concernant le déroulement des travaux de la Conférence et, dans l'affirmative, ils en précisent le contenu.

(86) 12. Au cours de la discussion d'une question, un représentant peut soulever un point d'ordre et le Président lui donne immédiatement la parole. Un représentant qui soulève un point d'ordre ne peut parler du fond de la question à l'étude.

(87) 13. Au cours des séances, le Président tient une liste des orateurs; il peut, avec l'accord des participants, la déclarer close. Il doit toutefois accorder le droit de réponse à tout représentant si une intervention faite après la clôture de cette liste le rend souhaitable.

(88) 14. Les présentes dispositions de procédure sont adoptées par voie de consensus. Une fois adoptées, elles ne peuvent être modifiées que par voie de consensus.

7. ARRANGEMENTS FINANCIERS

A. Répartition des dépenses

(89) Le barème ci-dessous a été agréé pour la répartition des dépenses de la Conférence, étant entendu que la répartition en question ne concerne que la Conférence et ne constituera pas un précédent pouvant être invoqué en d'autres circonstances:

(90)

République fédérale d'Allemagne	8,80 pour cent	
Etats-Unis	8,80	
France	8,80	
Italie	8,80	
Royaume-Uni	8,80	
URSS	8,80	52,80 pour cent
Canada	5,52	5,52
République démocratique allemande	3,48	
Belgique	3,48	
Espagne	3,48	
Pays-Bas	3,48	
Pologne	3,48	
Suède	3,48	20,88
Autriche	2,00	
Danemark	2,00	
Finlande	2,00	
Hongrie	2,00	
Norvège	2,00	
Suisse	2,00	
Tchécoslovaquie	2,00	14,00
Grèce	0,80	
Roumanie	0,80	
Turquie	0,80	
Yougoslavie	0,80	3,20

[illegible]	0,60	
[illegible]	0,60	
Luxembourg	0,60	
Portugal	0,60	2,40
Chypre	0,20	
Islande	0,20	
Liechtenstein	0,20	
Malte	0,20	
Saint-Marin	0,20	
Saint-Siège	0,20	1,20
	100 pour cent	100 pour cent

(91) Les changements qu'il faudrait apporter au barème de répartition des dépenses en cas de modifications éventuelles dans la liste ci-dessus des Etats participants seront décidés par consensus.

B. Système de financement

(92) 1. Les fonds nécessaires au financement de la Conférence seront avancés par le payshôte, lors de chaque phase, étant entendu que le remboursement de ces avances aura lieu au moyen des contributions des Etats participants, selon le barème agréé de répartition des dépenses.

(93) 2. Le paiement des contributions par les Etats participants s'effectuera à un compte spécial de la Conférence.

(94) 3. Les paiements s'effectueront dans la monnaie du payshôte.

(95) 4. Les comptes seront liquidés pour chaque phase, ou à intervalles de trois (3) mois, selon qu'il conviendra.

(96) 5. Les comptes seront établis dans la monnaie du payshôte et liquidés dès que cela sera possible sur le plan technique, après la fin d'une période comptable. Ils serout payables soixante (60) jours après présentation.

Le barème de répartition des dépenses (paragraphe 90) a été modifié en vertu de la décision ci-après prise à Genève par le Comité de coordination, le 31 [illegible]

"Décision No. 7:

La quote-part de Monaco aux dépenses de la Conférence est fixée à 0,20 %; ce pourcentage sera déduit de la quote-part du Canada, qui s'élevera ainsi à 5,32 %."

ANNEXE

République fédérale d'Allemagne
République démocratique allemande
Etats-Unis d'Amérique
Autriche
Belgique
Bulgarie
Canada
Chypre
Danemark
Espagne
Finlande
France
Grande-Bretagne
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Liechtenstein
Luxembourg
Malte
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
Roumanie
Saint-Marin
Saint-Siège
Suède
Suisse
Tchécoslovaquie
Turquie
Union des Républiques socialistes soviétiques
Yougoslavie

ΤΕΛΙΚΕΣ ΣΥΣΤΑΣΕΙΣ ΤΩΝ ΔΙΑΒΟΥΛΕΥΣΕΩΝ ΤΟΥ ΕΛΣΙΝΚΙ ΕΛΣΙΝΚΙ 1973

6. ΔΙΑΔΙΚΑΣΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

(64) Τα συμμετέχοντα Κράτη στη Διάσκεψη για την ασφάλεια και τη συνεργασία στην Ευρώπη διεξάγουν τις εργασίες τους σύμφωνα με τις ακόλουθες διατάξεις:

(65) 1. Όλα τα Κράτη που συμμετέχουν στη Διάσκεψη λαμβάνουν μέρος σ' αυτήν ως κυρίαρχα και ανεξάρτητα Κράτη και με όρους πλήρους ισότητας. Η Διάσκεψη διεξάγεται εκτός των στρατιωτικών συμμαχιών.

(66) 2. Η εκπροσώπηση των Κρατών που συμμετέχουν σε κάθε φάση της Διασκέψεως καθορίζεται σύμφωνα με τις προβλεπόμενες διατάξεις στο κεφάλαιο 1 αυτών των τελικών συστάσεων.

(67) 3. Τα όργανα εργασίας της Διασκέψεως είναι η Επιτροπή συντονισμού, οι Επιτροπές και οι Υπο-Επιτροπές. Τα όργανα εργασίας συνεδριάζουν κατά τη δεύτερη φάση της Διασκέψεως. Ωστόσο, η Επιτροπή συντονισμού θα συνέλθει στην έδρα της δεύτερης φάσης, πριν από την έναρξή της, για να διευθετήσει ζητήματα οργανώσεως αυτής της φάσης.

(68) Τα όργανα εργασίας της Διασκέψεως μπορούν, εάν το επιθυμούν, να συστήσουν τις ομάδες εργασίας που κρίνουν χρήσιμες. Στα όργανα εργασίας και στις ομάδες εργασίας της Διασκέψεως έχουν πρόσβαση όλα τα συμμετέχοντα Κράτη.

(69) 4. Οι αποφάσεις της Διασκέψεως λαμβάνονται δια της οδού της συναινέσεως. Συναίνεση σημαίνει απουσία κάθε αντιρρήσεως εκφραζομένης από έναν εκπρόσωπο και παρουσιαζομένης από αυτόν ως αποτελούσα εμπόδιο στην υιοθέτηση της εν λόγω αποφάσεως.

5. Προεδρία.

(70) Α. Των συνεδριάσεων ενάρξεως και περατώσεως της πρώτης φάσης της Διασκέψεως προεδρεύει ο Υπουργός Εξωτερικών της χώρας που φιλοξενεί τη Διάσκεψη. Η Προεδρία των άλλων συνεδριάσεων εξασφαλίζεται σε μια βάση εναλλαγής με τους ακόλουθους όρους:

α) Η Προεδρία εξασφαλίζεται εναλλάξ για μια συνεδρίαση από τους Υπουργούς Εξωτερικών των Κρατών που συμμετέχουν με καθορισμένη σειρά, σύμφωνα με κατάλογο που προκύπτει από την κλήρωση χώρας προς χώρα που γίνεται πριν από το τέλος των Διαβουλεύσεων του Ελσίνκι.

β) Όταν η Διάσκεψη συνεδριάζει το πρωί και το απόγευμα την ίδια μέρα, οι σύνοδοι αυτές θεωρούνται ως δυο διαφορετικές συνεδριάσεις.

γ) Στο διάστημα μεταξύ των συνεδριάσεων της Διασκέψεως, τα καθήκοντα της Προεδρίας ασκούνται από τον Υπουργό Εξωτερικών, ο οποίος προήδρευσε της τελευταίας συνεδριάσεως της Διασκέψεως.

δ) Εάν ένας Υπουργός Εξωτερικών κωλύεται να εξασφαλίσει την Προεδρία, η Προεδρία εξασφαλίζεται από τον Υπουργό Εξωτερικών της χώρας που έπεται στην καθορισμένη σειρά.

(71) Β. Της εναρκτήριας συνεδριάσεως των συνόδων των οργάνων εργασίας της Διασκέψεως προεδρεύει ο εκπρόσωπος της χώρας που φιλοξενεί τη Διάσκεψη. Ύστερα, η Προεδρία ασκείται με τους ακόλουθους όρους:

α) Ο Πρόεδρος της Επιτροπής συντονισμού και οι Πρόεδροι των Επιτροπών ορίζονται σε μια βάση καθημερινής εναλλαγής, σύμφωνα με τη γαλλική αλφαβητική σειρά, ξεκινώντας από ένα γράμμα που βγαίνει με κλήρο.

β) Οι Πρόεδροι των Υπο-Επιτροπών και άλλων επικουρικών οργάνων της Διασκέψεως ορίζονται σε μια βάση εναλλαγής, σύμφωνα με τους πρακτικούς τρόπους εφαρμογής που θα καθοριστούν σε εύθετο χρόνο από τα ενδιαφερόμενα όργανα.

(72) Όταν υπάρξει ανάγκη, θα οριστεί ένας εισηγητής δια της οδού της συναινέσεως.

(73) Γ. Οι διατάξεις που προβλέπονται για τις συνόδους της πρώτης φάσης εφαρμόζονται MUTATIS MUTANDIS στις συνόδους της τρίτης φάσης της Διασκέψεως. Οι διατάξεις αυτές προσδιορίζονται ενδεχομένως από την Επιτροπή συντονισμού.

(74) 6. Ο εκτελεστικός Γραμματέας για τα τεχνικά θέματα είναι, για κάθε φάση της Διασκέψεως, πολίτης της αντίστοιχης χώρας που φιλοξενεί τη Διάσκεψη. Ορίζεται από τη φιλοξενούσα χώρα, υπό την επιφύλαξη της εγκρίσεως των Κρατών που συμμετέχουν.

(75) Όταν οργανώνει τις υπηρεσίες, ο εκτελεστικός Γραμματέας της κάθε φάσης είναι υπεύθυνος για την επιλογή του προσωπικού του και έχει τη συνεργασία των Γραμματέων των άλλων φάσεων.

(76) Οι εκτελεστικοί Γραμματείς εργάζονται υπό τη διεύθυνση της Διασκέψεως και δίνουν αναφορά των δραστηριοτήτων τους στο κατάλληλο όργανο κάθε φάσης της Διασκέψεως, κυρίως όσον αφορά στα οικονομικά θέματα.

(77) 7. Επίσημες στενογραφημένες εκθέσεις καταρτίζονται κατά τις συνεδριάσεις της πρώτης και της τρίτης φάσης της Διασκέψεως.

(78) Οι προτάσεις επί των θεμάτων ουσίας υποβάλλονται γραπτώς στον Πρόεδρο και διανέμονται σε όλους τους συμμετέχοντες όπως επίσης και οι σχετικές τροπολογίες.

(79) Οι εκπρόσωποι των Κρατών που συμμετέχουν στη Διάσκεψη μπορούν να ζητήσουν να καταγραφούν δεόντως από τον εκτελεστικό Γραμματέα και να διανεμηθούν στα συμμετέχοντα Κράτη οι ρητές επιφυλάξεις τους ή οι ερμηνευτικές δηλώσεις τους σχετικά με ορισμένες αποφάσεις. Οι δηλώσεις αυτές πρέπει να κατατεθούν γραπτώς στον εκτελεστικό Γραμματέα.

(80) 8. Οι συνεδριάσεις ενάρξεως και περατώσεως της πρώτης φάσης της Διασκέψεως είναι δημόσιες. Οι άλλες συνεδριάσεις της πρώτης φάσης μπορούν να είναι δημόσιες, εάν το αποφασίσουν οι Υπουργοί. Οι σύνοδοι της Επιτροπής συντονισμού, καθώς και οι σύνοδοι των Επιτροπών και των Υπο—Επιτροπών δεν είναι, κατά κανόνα, δημόσιες, εκτός κι αν υπάρξει αντίθετη απόφαση των συμμετεχόντων. Οι διατάξεις για την τρίτη φάση είναι ανάλογες μ' εκείνες που προβλέπονται για την πρώτη φάση και προσδιορίζονται ενδεχομένως από την Επιτροπή συντονισμού.

(81) 9. Οι γλώσσες εργασίας της Διασκέψεως και των οργάνων εργασίας είναι: η γερμανική, η αγγλική, η ισπανική, η γαλλική, η ιταλική και η ρωσική.

(82) Οι παρεμβάσεις που γίνονται σε μια από τις γλώσσες εργασίας μεταφράζονται στις άλλες γλώσσες εργασίας.

(83) 10. Κάθε εκπρόσωπος μπορεί να κάνει μια δήλωση σε γλώσσα διαφορετική από τις γλώσσες εργασίας. Στην περίπτωση αυτή πρέπει ο ίδιος να εξασφαλίσει τη διερμηνεία σε μία από τις γλώσσες εργασίας.

(84) 11. Οι εκθέσεις και οι αποφάσεις της Διασκέψεως διανέμονται στους συμμετέχοντες στις γλώσσες εργασίας.

(85) Οι συμμετέχοντες αποφασίζουν με απλή συναίνεση εάν πρέπει να δοθούν στη δημοσιότητα, από τις αρμόδιες υπηρεσίες της Διασκέψεως, ορισμένα έγγραφα ή ανακοινωθέντα σχετικά με τη διεξαγωγή των εργασιών της Διασκέψεως και, σε περίπτωση καταφατικής αποφάσεως, προσδιορίζουν το περιεχόμενό τους.

(86) 12. Κατά τη διάρκεια της συζητήσεως ενός θέματος, ένας εκπρόσωπος μπορεί να εγείρει ένα ιδιαίτερο σημείο και ο Πρόεδρος του δίνει αμέσως το λόγο. Ένας εκπρόσωπος ο οποίος εγείρει ένα ιδιαίτερο σημείο δεν μπορεί να μιλήσει για την ουσία του θέματος κατά τη μελέτη.

(87) 13. Κατά τη διάρκεια των συνεδριάσεων, ο Πρόεδρος κρατάει κατάλογο των ομιλητών με την έγκριση των συμμετεχόντων, μπορεί να κηρύξει ότι ο κατάλογος έκλεισε. Πρέπει ωστόσο να δίνει το δικαίωμα απαντήσεως σε κάθε εκπρόσωπο, εάν μια παρέμβαση που έγινε μετά το κλείσι-

μο του καταλόγου αυτού κάνει αυτό το δικαίωμα να έχει λόγο υπάρξεως.

(88) 14. Οι παρούσες διαδικαστικές διατάξεις υιοθετούνται δια της οδού της απλής συναινέσεως. Εφόσον υιοθετηθούν, δεν μπορούν να τροποποιηθούν παρά δια της οδού της συναινέσεως.

7. ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟΙ ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΙ

Α΄. Κατανομή των δαπανών.

(89) Εγκρίθηκε η παρακάτω κλίμακα για την κατανομή των δαπανών της Διασκέψεως, εξυπακουομένου ότι η εν λόγω κατανομή δεν αφορά παρά μόνο τη Διάσκεψη και ότι δε θ' αποτελέσει προηγούμενο το οποίο θα μπορεί να επικαλεσθεί κανείς σε άλλες περιστάσεις:

(90)

Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας	8,80 τοις εκατό	
Ηνωμένες Πολιτείες	8,80	
Γαλλία	8,80	
Ιταλία	8,80	
Ηνωμένο Βασίλειο	8,80	
ΕΣΣΔ	8,80	52,80 τοις εκατό
Καναδάς	5,52	5,52
Λαϊκή Δημοκρατία της Γερμανίας	3,48	
Βέλγιο	3,48	
Ισπανία	3,48	
Κάτω Χώρες	3,48	
Πολωνία	3,48	
Σουηδία	3,48	20,88
Αυστρία	2,00	
Δανία	2,00	
Φινλανδία	2,00	
Ουγγαρία	2,00	
Νορβηγία	2,00	
Ελβετία	2,00	
Τσεχοσλοβακία	2,00	14,00
Ελλάδα	0,80	
Ρουμανία	0,80	
Τουρκία	0,80	
Γιουγκοσλαβία	0,80	3,20
Βουλγαρία	0,60	
Ιρλανδία	0,60	
Λουξεμβούργο	0,60	
Πορτογαλία	0,60	
Κύπρος	0,20	
Ισλανδία	0,20	
Λιχτενστάιν	0,20	
Μάλτα	0,20	
Σαίν - Μαρτέν	0,20	
Αγία Έδρα	0,20	1,20
	100%	100%

(91) Οι αλλαγές που θα πρέπει να γίνουν στην κλίμακα κατανομής των δαπανών σε περίπτωση ενδεχομένων τροποποιήσεων στον παραπάνω κατάλογο των Κρατών που συμμετέχουν θα αποφασισθούν δια συναινέσεως.

Β. Σύστημα χρηματοδοτήσεως

(92) 1. Τα απαραίτητα για τη χρηματοδότηση της Διασκέψεως κεφάλαια θα προκαταβληθούν από τη φιλοξενούσα χώρα σε κάθε φάση, εξυπακουομένου ότι η εξόφληση των προκαταβολών αυτών θα γίνει με τις συνεισφορές των συμμετεχόντων Κρατών, σύμφωνα με την εγκεκριμένη κλίμακα κατανομής των δαπανών.

(93) 2. Η καταβολή των συνεισφορών από τα συμμετέχοντα Κράτη θα γίνει σε ειδικό λογαριασμό της Διασκέψεως.

(94) 3. Οι πληρωμές θα γίνονται στο νόμισμα της φιλοξενούσας χώρας.

(95) 4. Οι λογαριασμοί θα εκκαθαρίζονται για κάθε φάση ή κατά διαστήματα τριών (3) μηνών, αναλόγως.

(96) 5. Οι λογαριασμοί θα καταρτίζονται στο νόμισμα της φιλοξενούσας χώρας και θα εκκαθαρίζονται μόλις αυτό είναι δυνατό σε τεχνικό επίπεδο, μετά το τέλος μιας λογιστικής περιόδου. Θα είναι πληρωτέοι εξήντα (60) ημέρες μετά την παρουσίασή τους.

Η κλίμακα κατανομής των δαπανών (παράγραφος 90) τροποποιήθηκε δυνάμει της παρακάτω αποφάσεως, η οποία ελήφθη στη Γενεύη από την Επιτροπή συντονισμού, στις 31 Αυγούστου 1973:

«Απόφαση υπ' αριθμ. 7:

Η αναλογική μερίδα του Μονακό στις δαπάνες της Διασκέψεως ορίζεται σε 0,20% το ποσοστό αυτό θα εκπεσθεί από την αναλογική μερίδα του Καναδά, η οποία ανέρχεται έτσι σε 5,32%».

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας
Λαϊκή Δημοκρατία της Γερμανίας
ΗΠΑ
Αυστρία
Βέλγιο
Βουλγαρία
Καναδάς
Κύπρος
Δανία
Ισπανία
Φινλανδία
Γαλλία
Μεγάλη Βρετανία
Ελλάδα
Ουγγαρία
Ιρλανδία
Ισλανδία
Ιταλία
Λιχτενστάιν
Λουξεμβούργο
Μάλτα
Νορβηγία
Κάτω Χώρες
Πολωνία
Πορτογαλία
Ρουμανία
Σαίν—Μαρτέν
Αγία Έδρα
Σουηδία
Ελβετία
Τσεχοσλοβακία
Τουρκία
ΕΣΣΔ
Γιουγκοσλαβία

Άρθρο δεύτερο.

Τα ποσά που προκαταβάλλονται από την ελληνική πλευρά για την αντιμετώπιση των δαπανών συναντήσεων της Δ.Α.Σ.Ε. που διεξάγονται στην Ελλάδα τελούν υπό την αποκλειστική διαχείριση της Δ.Α.Σ.Ε., σύμφωνα με τις υπό κύρωση διατάξεις και τη σχετική πρακτική της, αποκλειομένης της εφαρμογής της δημοσιολογιστικής ή άλλης παρεμφερούς ελληνικής νομοθεσίας. Η ρύθμιση αυτή εφαρμόζεται και ως προς τη συνάντηση της Δ.Α.Σ.Ε. που έλαβε χώρα στην Αθήνα από 21/3—30/4/1984.

Άρθρο τρίτο.

Στην περιουσία, το ενεργητικό και τα έγγραφα της Δ.Α.Σ.Ε., στο ελληνικό και αλλοδαπό προσωπικό της κατά τη συνάντηση της Αθήνας και στις αποδοχές αυτού από την Δ.

Δ.Σ.Ε., εφαρμόζονται αντίστοιχα οι διατάξεις της Σύμβασης για τα προνόμια και τις ασυλίες των Ηνωμένων Εθνών της 13.2.1946, που κυρώθηκε από την Ελλάδα με το ν. 412/1947 (ΦΕΚ 213). Η διάταξη αυτή ισχύει και για μελλοντικές συναντήσεις της Δ.Α.Σ.Ε. στην Ελλάδα.

Άρθρο τέταρτο.

Η εκάστοτε εισφορά της Ελλάδας προς τη Δ.Α.Σ.Ε., ως και οι πάσης φύσης δαπάνες για τη συμμετοχή των εκπροσώπων της στις εκάστοτε συναντήσεις αυτής, βαρύνουν τον προϋπολογισμό του Υπουργείου των Εξωτερικών.

Άρθρο πέμπτο.

Οι τροποποιήσεις των διατάξεων του νόμου αυτού μπορούν να εγκριθούν με προεδρικό διάταγμα που εκδίδεται ύστερα από πρόταση του Υπουργού Εξωτερικών.

Άρθρο έκτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 17 Νοεμβρίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

Ο ΑΝΑΠΛ. ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΘΕΟΔΩΡΟΣ ΠΑΓΚΑΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 20 Νοεμβρίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ